

NOM : CHEVALIER

Prénom : Emilie

Adresse professionnelle : Faculté de droit et des sciences économiques, 5 rue Félix Eboué, B.P. 3127, 87031 Limoges Cedex 1

Email : emilie.chevalier@unilim.fr

1) Fonctions actuelles :

Recherche : Droit administratif européen, interactions entre les ordres juridiques, accès à la justice, démocratie administrative

Pédagogiques : Maitre de conférences, Cours en Licence 1^{ère} année AES (Droit constitutionnel – Théorie générale), en Licence 3^{ème} année AES (Ordre juridique de l'Union européenne), en Licence et Master Administration Publique – IPAG (Droit de l'Union européenne, Questions européennes), en Master I et II de Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme (droit international de l'environnement, droit européen et interne de l'environnement), en Master II Droit privé général et européen (Droit de l'Union européenne), en DU European Studies (European legal perspectives).

2) Travaux : articles, ouvrages et réalisations :

- Articles dans des revues avec comité de lecture

La légitimation des limites apportées aux libertés des supporters ou la victoire du pragmatisme, Cahiers de droit du sport, 2015, n° 39, p.11.

Le 7^{ème} Programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne « Bien vivre, dans les limites de notre planète » : un modèle européen en quête de légitimité, Revue juridique de l'environnement, 2/2015, p. 298.

L'intégration des exigences de bonne gouvernance au sein de la Constitution marocaine : entre confluences méditerranéennes et influence internationale, Revue Méditerranéenne de Droit Public, n°3, 2015, p. 179.

Le droit au logement dans la jurisprudence de la Cour de justice : une construction prétorienne en clair-obscur, Revue de droit sanitaire et social, 2015, n°2, p. 211.

La promotion d'une justice rapide remet-elle en cause le droit au recours effectif ? Le cas de la Cour de justice de l'Union européenne, Revue trimestrielle de droit européen, 4/2013.

Question prioritaire de constitutionnalité et sport : un apport à évaluer... - Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 octobre 2012 et de la décision du Conseil constitutionnel du 21 septembre 2012 (*Association Comité radicalement anti-corrida Europe et autre*), Cahiers de Droit du Sport, 2013, n° 30, p. 13.

La loyauté contractuelle : portée d'une notion novatrice en droit des contrats administratifs, JCPA, 17 décembre 2012, p. 2392.

La spécificité du contrôle des actes administratifs par rapport au droit de l'Union par le juge judiciaire français, Cahiers de droit européen, 2-2011, p. 523.

- Chroniques (revues avec comité de lecture)

Chronique de droit de l'Union européenne à la Revue semestrielle de droit animalier

RSDA n°1/2014

RSDA n°2/2014

RSDA n°1/2015

Chronique de Droit de l'Union européenne publié au JCPA, sous la direction de Vincent Correia

JCPA juin 2015 n° 22

JCPA octobre 2015 n° 40

JCPA février 2015 n° 5

Chronique au Journal d'actualité de Droit Européen (JADE), disponible en ligne

Droit fondamental d'accès aux documents: délais et portée, note sous CJUE, 2^{ème} chbre, 2 octobre 2014, Guido Strack c. Commission européenne, Aff. C-127/13 P.

Entre précisions louables et imprécision regrettable de la Cour de justice, note sous CJUE, 3^e chbre, 17 juillet 2014, YS c. Minister voor Immigratie, Intégratie en Asiel et Minister voor Immigratie, Intégratie en Asiel c. M et S, Aff. jointes C-141/12 et C-372/12.

Conditions de légalité de retrait d'une offre d'emploi de fonctionnaire : Signalement sous TFPUE, 23 octobre 2012, Gustav Eklund c/ Commission européenne, F-57/11

Pour une conception stricte de l'indépendance des organes nationaux de protection des données : Signalement CJUE, 16 octobre 2012, Commission européenne c/ République d'Autriche, C-614/10.

Lorsque l'arsenal des garanties administratives procédurales est mobilisé... en vain !, note sous Trib. UE, 27 septembre 2012, Wam Industriale SpA c. Commission européenne, T-303/10.

L'appréciation de la portée du droit d'accès aux documents à l'aune de l'opposition entre transparence et efficacité, note sous CJUE, 3^{ème} chbre du 28 juin 2012, Commission européenne c. Agrofert Holding a.s., C-477/10 P.

Chronique de droit électoral (partie intéressant le contentieux des élections européennes) pour la Revue de droit public

RDP 2013, n° 6, p. 1575

- Communications avec actes

Pluralisme et interactions des sources sur le continent européen, Séminaire Accès à la justice des protections de l'environnement – Interactions entre les ordres juridiques et les acteurs limousins, Limoges, février 2016 (co-responsable de l'organisation)

La Charte des droits fondamentaux, nouvel espace de concurrence des juges ?, Colloque international « La concurrence des juges en Europe : le dialogue en question(s) », Tours, novembre 2015, actes à paraître courant 2016.

La justice, facteur de consolidation de la paix et de la démocratie en Europe : questions sur les relations entre CJUE et CEDH, Colloque Construire et préserver la paix : une ambition européenne, Limoges, novembre 2015, actes à paraître.

La sécurité environnementale à l'épreuve de la protection de la biodiversité dans le contexte de la lutte contre le réchauffement climatique, Congrès international HES 2015, Sécurité humaine et environnementale à l'ère des risques globaux, Agadir, novembre 2015, actes à paraître.

Le temps de l'Union européenne est-il celui des Etats membres ?, Colloque « 20 ans et le temps du droit », Colloque anniversaire du Collège juridique franco-roumain d'études européennes, Bucarest, novembre 2015.

Du patrimoine commun aux biens publics mondiaux, Colloque Les biens communs environnementaux : quel(s) statut(s) juridique(s) ?, Limoges, octobre 2015, actes à paraître courant 2016.

Judicial review of agency opinions : much ado about nothing ?, Workshop on « Rule of law vs. Effectiveness », 22nd International Conference of Europeanists, organized by the Council for European Studies (CES), SciencesPo, Paris, juillet 2015, actes à paraître.

L'élaboration de la règle déontologique : De l'interventionnisme public et du pluralisme des ordres normatifs, Colloque Déontologie et droit du sport, 2èmes journées des Ateliers de droit du sport, Poitiers, mai 2015, à paraître aux Cahiers de droit du sport n°42.

La Charte de l'environnement, norme de référence du contrôle de constitutionnalité : conditions et perspectives, Journée d'études Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité, Poitiers, avril 2015, actes à paraître courant 2016.

Conférence « L'Europe et la paix », Conférence organisée la Chaire d'excellence Gestion du conflit et de l'après-conflit (Fondation de l'Université de Limoges) et l'OMIJ, Limoges, mars 2015, disponible sur <http://fondation.unilim.fr/chaire-gcac/2015/03/27/conference-lunion-europeenne-et-la-paix-sur-le-continent-europeen/>

La Charte des droits fondamentaux et la lutte contre la précarité, Colloque *Approches franco-britanniques de la précarité*, Poitiers, décembre 2014, actes à paraître début 2016

Le bonheur, clef de voûte du système politique : de l'expérience du Bhoutan et d'autres tentatives internationales, Colloque RERDH, Le droit au bonheur, Limoges, décembre 2014, actes à paraître début 2016.

La synergie des sources vue de la Cour de justice de l'Union européenne, Colloque « Droit du travail » organisé dans le cadre d'un cycle de colloques franco-turcs sur la Charte sociale européenne et le droit du travail, Limoges, juin 2014, actes à paraître.

Minorités nationales et espace Schengen, Colloque « L'Espace européen en mutation – la place des minorités dans un univers globalisé et multiculturel », Maison des sciences de l'Homme et

de la Société (MSHS) Poitiers, avril 2014 ; publication in *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 13 | 2015, mis en ligne le 30 juin 2015. URL : <http://mimmoc.revues.org/2105>

La révision des règles en vigueur au sein de l'Espace Schengen, Colloque « Vulnérabilité des étrangers et droits fondamentaux », Poitiers novembre 2013 ; publication in MBONGO P. (dir.), *Migrants vulnérables et droits fondamentaux*, Paris, Berger-Levrault, 2015, p. 55.

La liberté de circulation des supporters, Premières journées d'étude de l'Atelier de droit du sport de Poitiers « Sport et droit européen – La naissance d'un droit européen des activités sportives », Poitiers, mars 2013, *Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 31, p. 39.

Les importations de bois rares au sein de l'Union européenne, Animation d'un atelier, Campus d'été « L'Europe face au monde », Bordeaux, septembre 2011, publié in GRARD L., *L'Europe face au monde*, Pedone, Paris, 2013.

- Communications sans actes

La protection des forêts par la régulation commerciale : action européenne et premiers bilans, Side-Event Off COP 21 « La biodiversité et les changements climatiques », EHESS, Paris, décembre 2015

Discussant in the Workshop « Soft Law Before The European Courts: Discovering a Common Pattern? », Maastricht University Campus Brussels, November 2015.

The EU import regime of timber products : a relevant tool to fight against illegal logging, 13th Annual Colloquium of the IUCN Academy of Environmental Law, Jakarta, September 2015.

Co-rapporteur avec Robert Savy de la table-ronde « Et au-delà de la concurrence, quelles valeurs l'Europe défend-elle ? », Colloque organisé par l'Association Europa, La concurrence non faussée au sein de l'Union : peut-on évoluer vers une concurrence équitable en Europe ?, Limoges, novembre 2014.

Etat des lieux du processus de codification de la procédure administrative non contentieuse en droit de l'Union européenne, Table ronde organisée à l'occasion de la parution de la seconde édition du *Traité de droit administratif européen* (sous la direction de J.-B. AUBY et J. DUTHEIL DE LA ROCHERE, *Bruylant-Larcier*, 2014), Toulouse, juin 2014.

Intervention comme discutante dans le cadre des ateliers doctoraux de droit administratif européen – Atelier Droit administratif de l'Union européenne, Université Toulouse 1 Capitole, juin 2014.

Actualité de la recherche en droit administratif européen, Table ronde organisée à l'occasion de la parution de la seconde édition du *Traité de droit administratif européen* (sous la direction de J.-B. AUBY et J. DUTHEIL DE LA ROCHERE, *Bruylant-Larcier*, 2014), SciencesPo Paris, mars 2014.

La transparence et l'Union européenne : propos introductifs, Colloque organisé par l'Association Europa « *La transparence de la décision publique en Europe : faire du citoyen un acteur ou restaurer la confiance ?* », Limoges, novembre 2013.

Les traditions constitutionnelles communes à l'épreuve des constitutionnalismes hongrois et turc, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel «Localismes constitutionnels dans les démocraties contemporaines », Poitiers, mai 2013.

L'ASEAN et les intégrations régionales en Asie, Animation d'un atelier avec le Professeur Pascal Kauffmann, Campus d'Été « Qu'est-ce que l'intégration ? Visions croisées sur le concept d'intégration régionale », Bordeaux, septembre 2012.

- Ouvrages scientifiques

Bonne administration et Union européenne – Contribution à l'étude de l'espace administratif européen, Thèse, Bruylant-Larcier, Collection Droit administratif, Paris, 2014.

- Chapitres d'ouvrages scientifiques

Données personnelles, données publiques et propriété, Université d'été *facultatis iuris Pictaviensis* – 1431 « Les propriétés », Poitiers, juillet 2015, publié in BOUDOT M., VEILLON D. (dir.), à paraître courant 2016.

La procédure devant les agences de l'Union européenne, in AUBY J.-B., PERROUD T., La codification de la procédure administrative, à paraître début 2016

L'application de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux dans l'ordre juridique interne ou le dialogue des juges au péril des droits fondamentaux, in Entre les ordres juridiques – Mélanges en hommage à François Hervouët, LGDJ, Poitiers, 2015.

Décision publique, in MBONGO P., HERVOUET F., SANTULLI C. (dir.), Dictionnaire encyclopédique de l'Etat, Berger-Levrault, Paris, 2015, p. 193.

Commentaire de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux, in DUBOS O., MICHEL V., PLATON S. (dir.), Commentaire du Traité de Lisbonne, Tome 1, Pedone, à paraître.

Commentaire de l'article 42 de la Charte des droits fondamentaux, in DUBOS O., MICHEL V., PLATON S. (dir.), Commentaire du Traité de Lisbonne, Tome 1, Pedone, à paraître.

Les mécanismes de la procédure administrative non contentieuse, in AUBY J.-B., DUTHEIL DE LA ROCHERE J., Traité de Droit administratif européen, 2^{ème} édition, Bruylant-Larcier, 2014, p. 201.

L'espace administratif européen, in AUBY J.-B., DUTHEIL DE LA ROCHERE J., Traité de Droit administratif européen, 2^{ème} édition, Bruylant-Larcier, 2014, p. 451.

- Directions (et co-directions) d'ouvrages

Déontologie et droit du sport, 2^e journées d'étude des Ateliers de droit du sport, 28 et 29 mai 2015, Poitiers, Cahiers de droit du sport, 2016, n° 42, à paraître

Coordination de la seconde édition de l'ouvrage Traité de Droit administratif européen (sous la direction de J.-B. AUBY et J. DUTHEIL DE LA ROCHERE), Bruylant-Larcier, Bruxelles, 2014.

- Thèses

Co-direction de la thèse de Marie Méténier « La gentrification des espaces naturels protégés en Angleterre » (GEOLAB), depuis septembre 2015

- Rapport de recherche

Rapport sur la situation aéroportuaire en Limousin, in MAMONTOFF C. (dir.), La réforme aéroportuaire de la loi du 13 août 2004 à l'épreuve des faits, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 445.

Participation au projet de recherche conduit par la Chaire MADP- SciencesPo, soutenue par la mission de recherche Droit et Justice « L'avenir du modèle français de droit public en Europe - Le mode de production de la décision publique : vers un code de procédure administrative ? », *Ouvrage de restitution à paraître en 2015.*

Participation au projet de recherche sur le *Gouvernement économique européen*, sous la direction de Jean-Bernard Auby et Pascale Idoux (Chaire MADP-SciencesPo – Université Montpellier I), *projet en cours.*

Participation au projet de recherche sur les relations entre le droit du Conseil de l'Europe et le droit de l'Union européenne, sous la direction de Olivier Dubos et Sébastien Platon (Université de Bordeaux)

Participation au projet de recherche « Continuité et renouvellement des préoccupations environnementales » **porté par le CRIHAM**, avec l'association de l'OMIJ-CRIDEAU, de GEOLAB, du CREOP

- Documents sans référence de publication

L'adoption du Règlement 995/2010 du 20 octobre 2010 : entre doutes et espoirs sur l'action de l'Union en matière de lutte contre l'exploitation illicite du bois », Rapport dans le cadre du Post doctorat.

- Cours

La Constitution française et le droit de l'Union européenne – Commentaire de la décision 2006-543 DC du 30 novembre 2006 du Conseil constitutionnel à propos des lois de transposition des directives relatives à l'ouverture du marché européen de l'énergie, in GRARD L. (dir.), Droit de l'Union européenne – Exercices pratiques, LGDJ, Paris, 2013, p. 95.

Mission d'enseignement à l'étranger

Droit de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, Master I, Université de Djibouti, avril 2015, 20 heures

Droit international de l'environnement, Droit européen de l'environnement, Master Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme, Université du Littoral – Santa Fé (Argentine), avril 2012 et février 2015, 20 heures

Droit judiciaire privé de l'Union européenne, Master I, Collège juridique franco-roumain, Bucarest, octobre 2012/2013/2014, 15 heures

Contentieux de l'Union européenne, Master I, Centre franco-biélorusse, Minsk, décembre 2012, 12 heures